

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale des actionnaires du 13 mars 2008 pour l'exercice social 2007

Report by the Board of Directors to the Annual General Meeting held on 13 March 2008 for fiscal year 2007



Rhinocéros dans le parc animalier d'Abokouamekro.
Rhinoceros in Abokouamekro Reserve. © Jean DALBAN

Le cadre économique & financier de l'exercice 2007

L'économie mondiale aura connu en 2007, une décélération de sa croissance, sous l'effet de la chute ininterrompue du marché immobilier américain, de la flambée des prix du pétrole au second semestre et des problèmes liés au cours des devises internationales. Le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial aura progressé de 3,7 % en 2007 contre 3,9 % l'année précédente, alors que les économies en développement affichent un taux de croissance d'environ 7 %.

Les États-Unis ont vu leur croissance ralentir au quatrième trimestre 2007 pour s'établir à son plus bas niveau depuis cinq ans : 2,2 % en 2007, après 2,9 % en 2006.

En Asie, l'économie continue d'enregistrer une bonne performance, avec un taux de progression de 8,9 % du PIB, toujours tiré par la Chine et l'Inde, qui annoncent respectivement 11,5 % et 9,3 % de croissance en 2007.

En ce qui concerne l'Union Européenne, l'économie devrait croître de 2,9 % en 2007, grâce à la vigueur de l'investissement et à une consommation privée plus soutenue.

Economic & financial trends during fiscal year 2007

The world economy saw a slowdown in its growth in 2007, due to the effect of the constant decline of the US real estate market, soaring oil prices in the second half and problems related to international exchange rates. World GDP increased by 3.7% in 2007 compared with 3.9% the previous year, while the developing economies posted a growth rate of about 7%.

In the United States, growth slowed in the fourth quarter of 2007 to its lowest level in five years: 2.2% in 2007, following 2.9% in 2006.

In Asia, the economy is still performing well, with 8.9 % GDP growth, again driven by China and India, which report 11.5% and 9.3% growth respectively in 2007.

As regards the European Union, the economy is expected to have grown 2.9% in 2007, thanks to strong investment and more sustained private consumption.

PIB
2007

Afrique
+ 6 %

L'Afrique, quant à elle, aura enregistré sa plus forte croissance économique de ces deux dernières décennies, passant de 5,5 % en 2006 à 6 % en 2007, avec un taux de croissance du PIB annuel moyen d'environ 5 % au cours des six dernières années. Les principaux facteurs de cette performance ont été une forte demande externe en minerais métallifères et non métallifères, l'accroissement des investissements dans

ces secteurs et des conditions climatiques favorables à l'agriculture. Le maintien de politiques macroéconomiques rigoureuses dans la plupart des pays a renforcé, de manière générale, la confiance du milieu des affaires et entraîné une augmentation de l'investissement privé.

Dans un contexte de décrispation et de renforcement de la gouvernance politique, **la croissance de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)** s'est légèrement accélérée, en dépit des difficultés d'approvisionnement régulier en énergie électrique, de la crise de la filière coton, et des tensions sur les prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires importées. La croissance du PIB de cette Union, dont le poids lourd reste la Côte d'Ivoire, engagée dans un difficile processus de paix, est estimée à 3,3 % en 2007.

PIB 2007
Côte d'Ivoire
+ 1,5 %

En Côte d'Ivoire, l'amélioration notable du climat socio-politique, suite à la signature de l'accord de Ouagadougou le 4 mars 2007, a permis la reprise des relations avec les institutions financières internationales, marquée par la conclusion d'un programme d'Assistance d'Urgence Post-Conflict (AUPC) avec le Fonds Monétaire International (FMI). Ainsi, le PIB enregistrera en 2007, une hausse de 1,5 % contre 1,2 % en 2006. Cette croissance sera tirée par les secteurs secondaire et tertiaire, tandis que l'évolution du secteur primaire s'inscrira en baisse.

Le secteur primaire subit une baisse de 1,1 % en 2007. Cette contre-performance est essentiellement imputable, d'une part, à la contraction de 18,7 % de l'extraction minière en rapport avec la diminution de la production pétrolière et, d'autre part, au recul de 0,4 % de l'agriculture d'exportation, suite à la baisse des productions de cacao, d'ananas et de coton.

Le secteur secondaire connaît, après la baisse de 6,2 % observée en 2006, un redressement de 1,2 %, sous l'impulsion des industries agro-alimentaires, du secteur Bâtiment et Travaux Publics (BTP) et des autres industries qui sont respectivement en hausse de 4,1 %, 9,8 % et 1,2 % en 2007.

Africa, for its part, recorded its strongest economic growth of the past two decades, going from 5.5% in 2006 to 6% in 2007, with an average annual GDP growth rate of about 5% over the past six years. The main factors in this performance were strong foreign demand for metalliferous and non-metalliferous ores, increased investment in these sectors and favourable weather conditions for agriculture. Continuing rigorous macroeconomic policies in most countries generally reinforced business confidence, resulting in increased private investment.

In a context of easing tensions and stronger political governance, **growth in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU)** accelerated slightly, despite difficulties in ensuring regular electric power supplies, the cotton sector crisis and upward pressure on the price of petroleum products and imported foodstuffs. GDP growth in this Union, whose heavyweight is still Côte d'Ivoire, involved in a difficult peace process, is estimated at 3.3% in 2007.

In Côte d'Ivoire, the significant improvement in the socio-political climate following the signature of the Ouagadougou agreement on 4 March 2007 has enabled restoration of relations with international financial institutions, marked by the conclusion of an Emergency Post-Conflict Assistance (EPCA) programme with the International Monetary Fund (IMF). GDP accordingly rose 1.5% in 2007, versus 1.2% in 2006. This growth was driven by the secondary and tertiary sectors, while the trend in the primary sector was downward.

The primary sector declined 1.1% in 2007. This disappointing performance was chiefly attributable to the 18.7% contraction in mining production related to the decline in oil production, and also to the 0.4% fall in agricultural exports, due to declines in cocoa, pineapple and cotton production.

The secondary sector, after the 6.2% decline observed in 2006, recovered by 1.2%, driven by the food processing industries, the building and construction sector and other industries, which grew by 4.1%, 9.8% and 1.2% respectively in 2007.

Rapport du Conseil d'Administration

Le secteur tertiaire enregistre en 2007, une croissance de 2,3 % tirée par le dynamisme de l'ensemble de ses composantes. Dans la branche des télécommunications, un regain d'activité de 12,8 % est observé en 2007 en rapport avec l'arrivée sur le marché de nouveaux opérateurs. Le commerce progresse de 0,4 % du fait de l'amélioration du climat des affaires. Le secteur du transport est en hausse de 2 %, compte tenu des dispositions prises pour sa relance dans le cadre de la sortie de crise. Enfin, les services ont connu un rattrapage de 1 % après plusieurs années de récession.

La consommation finale, en termes réels, a crû de 7,9 % en 2007. Cette évolution provient de l'ensemble des composantes, en l'occurrence la consommation des ménages et la consommation publique qui ont connu respectivement une progression de 6,7 % et 13,5 % en 2007. Ces performances sont liées notamment à l'augmentation des dépenses de fonctionnement de l'Etat, dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de sortie de crise.

Les investissements sont en hausse de 11,3 % en 2007, en raison de l'accroissement de 11,6 % des investissements privés et de 10,6 % des investissements publics tels que la réhabilitation et l'entretien des infrastructures socio-économiques, le rééquipement des services, la construction d'édifices publics et le financement des projets de développement des collectivités décentralisées.

Au plan des échanges extérieurs, l'excédent commercial ressort à 658 milliards de F CFA contre 1 215 milliards de F CFA réalisés à fin décembre 2006, soit une chute de 45,8 % causée par la baisse de 9,1 % des exportations qui ont pâti de la faiblesse des productions de cacao, de pétrole brut et de produits pétroliers.

L'inflation a été contenue à 1,9 % en baisse de 6 points par rapport à l'année 2006, en dépit de la hausse des prix de certains produits de grande consommation comme le riz.

Les finances publiques ont accusé à fin décembre 2007 un déficit budgétaire de 44 milliards de F CFA, financé par l'accumulation d'arriérés extérieurs de 266,6 milliards de F CFA et la mobilisation des titres publics, notamment les bons du trésor et l'emprunt obligataire.

La situation monétaire à fin décembre 2007, comparée à celle de 2006, se caractérise par une amélioration de 8,7 % des avoirs extérieurs nets et de 19,9 % du crédit intérieur, entraînant un accroissement de 17,2 % de la masse monétaire.

The tertiary sector posted 2.3% growth in 2007, driven by the vitality of all its components. In telecommunications, a 12.8% pickup in business was observed in 2007 as new operators entered the market. Trade grew 0.4% as a result of the improving business climate. The transport sector grew 2%, due to stimulus measures adopted to counter the economic crisis. Finally, services saw a 1% catch-up after several years of recession.

Final consumption, in real terms, grew 7.9% in 2007. This growth is due to all components, namely household consumption and public consumption, which grew 6.7% and 13.5% respectively in 2007. This performance is due in particular to increased state operating expenditure, as part of the implementation of the economic stimulus programme.

Investment grew by 11.3% in 2007, with an 11.6% increase in private investment and 10.6% growth in public investment, e.g. for the renovation and maintenance of socio-economic infrastructure, new service facilities, the construction of public buildings and project funding for the development of decentralised local government.

Regarding foreign trade, the trade surplus was CFAF 658 billion compared with CFAF 1,215 billion at end December 2006, i.e. a 45.8% decline caused by the 9.1% drop in exports, which suffered from weak production of cocoa, crude oil and petroleum products.

Inflation was contained to 1.9%, down 6 points from 2006, despite rising prices of certain consumer staples such as rice.

As regards public finances, the budget deficit at end December 2007 was CFAF 44 billion, financed by the accumulation of CFAF 266.6 billion in foreign debt and the issue of public securities, in particular Treasury bills and a bond issue.

The monetary situation at end December 2007, compared with 2006, is characterised by an improvement of 8.7% in net foreign assets and 19.9% in domestic credit, resulting in a 17.2% increase in the money supply.



Café. / Coffee. © Gabriel-Cardi-Fotolia.com

Le volume des crédits à l'économie, distribués par les banques et les établissements financiers, s'est chiffré à 1 532 milliards de F CFA à fin décembre 2007, en hausse de 20 % par rapport à celui de la même période de l'année précédente. Cette progression est impulsée par l'accroissement simultané des crédits ordinaires de 231 milliards de F CFA et des crédits de campagne de 31 milliards de F CFA. L'essentiel de ces crédits a été alloué aux entreprises des secteurs agro-industrie, pétrole-gaz et télécommunications.

Le marché boursier a terminé l'année en hausse, malgré l'absence de nouvelles introductions sur le marché des actions en 2007. L'indice BRVM composite est passé de 112,65 points en 2006 à 199,45 points en 2007, soit une progression de 77 %, tandis que le BRVM 10 a gagné 72 % pour s'afficher à 224,85 contre 130,95 points l'année précédente. La capitalisation boursière et la valeur des transactions réalisées sur le marché des actions ont connu un accroissement respectif de 80 % et 38 %. Ces performances résultent en particulier de l'environnement régional apaisé, et de la détermination des acteurs à faire de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) un instrument efficace au service des économies de la sous-région.

En termes de perspectives sur l'année 2008, l'économie ivoirienne devrait tirer profit à la fois de la bonne tenue des cours des matières premières et de la normalisation de la situation socio-politique soutenue par la communauté internationale. Ainsi, la croissance économique pourrait atteindre 2,9 % en 2008, portée par la reprise de la production du secteur primaire à hauteur de 3 %, la progression de 3,2 % du secteur secondaire et le maintien de la croissance du secteur tertiaire à 2,3 %.

The volume of credit to the economy, distributed by the banks and financial institutions, amounted to CFAF 1,532 billion at end December 2007, up 20% from the same period in the previous year. This growth was driven by the simultaneous increase of CFAF 231 billion in ordinary credit and CFAF 31 billion in seasonal credit. Most of this credit was allocated to businesses in the agri-business, oil & gas and telecommunications sectors.

The stock market ended the year higher, despite the fact that there were no new initial public offerings in 2007. The BRVM composite index rose from 112.65 points in 2006 to 199.45 points in 2007, i.e. 77% growth, while the BRVM 10 gained 72% to end at 224.85 points, compared with 130.95 points the previous year. The market capitalisation and the value of share market transactions increased by 80% and 38% respectively. This performance is due especially to the more peaceful regional environment and the determination of the players to make regional stock exchange (BRVM) an effective instrument to serve the economies in the sub-region.

Regarding the outlook for 2008, the Côte d'Ivoire economy should profit both from firm commodity prices and the normalisation of the socio-political situation supported by the international community. Accordingly, economic growth could reach 2.9% in 2008, boosted by a 3% pickup in primary sector production, 3.2% growth in the secondary sector and continuing growth of 2.3% in the tertiary sector.

Rapport du Conseil d'Administration



Siège de la BOA-CÔTE D'IVOIRE. / BOA-COTE D'IVOIRE Head office. © BOA



Salle d'attente de l'Agence Elite. / Agence Elite waiting room.

Analyse des comptes de bilan & de résultat de l'exercice 2007

Financial statements and balance sheet analysis for fiscal year 2007

Total bilan 2007
+ 47 %

Au cours de l'exercice 2007, l'activité de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) s'est inscrite dans un contexte de croissance économique marqué par un climat social apaisé. Cependant, l'intensité concurrentielle dans le secteur bancaire ivoirien reste forte. Malgré cela, la BOA-CÔTE D'IVOIRE a réussi à renforcer sa position sur le marché. Elle enregistre une forte croissance de son total de bilan qui passe de 122 milliards de F CFA en 2006 à 180 milliards de F CFA à fin 2007, soit une progression de 47 %, et intervient pour 7,3 % des ressources collectées et 7,5 % des crédits distribués en Côte d'Ivoire.

Business at BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) in fiscal year 2007 took place in a context of economic growth marked by a more peaceful social climate. However, competition in the Côte d'Ivoire banking sector remains strong. Despite this, BOA-CÔTE D'IVOIRE succeeded in strengthening its market position. It posted strong growth in total assets, from CFAF 122 billion in 2006 to CFAF 180 billion at the end of 2007, i.e. a 47% increase, and handles 7.3% of deposits collected and 7.5% of credit distributed in Côte d'Ivoire.

L'ouverture d'une nouvelle Agence à Abidjan porte l'effectif de ses agences à neuf. Cette Agence de proximité, située rue des Jardins dans le quartier "Il Plateaux", a réussi à réaliser, après sept mois d'activité, des performances encourageantes.

The opening of a new branch in Abidjan brings the number of its branches up to nine. This neighbourhood branch, located in Rue des Jardins in the "Il Plateaux" district, has achieved an encouraging performance after seven months' operations.

Total dépôts
+ 11 %

Le total des dépôts collectés auprès de la clientèle progresse de 11 % pour atteindre 102 milliards de F CFA en 2007 contre 112 milliards de F CFA prévus au budget, soit un taux de réalisation de 91 %. Ainsi, la Banque dépasse pour la première fois le seuil symbolique des 100 milliards de F CFA

Total customer deposits grew 11% to CFAF 102 billion in 2007, compared with CFAF 112 billion budgeted, giving a 91% achievement rate. For the first time, therefore, the Bank exceeded the symbolic threshold of CFAF 100 billion in deposits derived exclusively from customer deposits. This performance



Caisses et guichets de l'agence de Marcory. Counters and desks at the Marcory Branch. © BOA

de ressources tirées exclusivement de la clientèle. Par cette performance, la BOA-CÔTE D'IVOIRE obtient une part de marché de 7,3 %, qui la porte au 6^e rang des banques, selon le classement de l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers.

Le volume des ressources d'origine non commerciale s'élève en 2007 à 16 milliards de F CFA, représentant 16 % du total des dépôts. Celui-ci connaît un accroissement notable de 44 %, grâce aux actions de mobilisation et de communication entreprises au cours de l'année.

Engagements
+ 50 %

Le volume des engagements augmente de 50 % en passant de 85 milliards de F CFA en 2006 à 128 milliards de F CFA, soit un dépassement d'environ 38 % du montant prévu au budget 2007.

Les engagements directs sont en hausse de 55 % par rapport à l'exercice 2006. Avec un total de 104 milliards de F CFA, les réalisations ont dépassé les prévisions de 34 %. La structure de ces engagements est restée quasiment stable, les découverts constituant 40 % desdits engagements, les prêts à moyen et long terme 34 %, les prêts à court terme 18 %, les escomptes et les crédits de campagne 1 %.

L'encours des engagements par signature s'élève à 18 milliards de F CFA, en progression de 17,5 % par rapport aux prévisions et de 18,1 % par rapport à l'encours à fin décembre 2006. L'excédent de 4 milliards de F CFA par rapport aux prévisions résulte des cautions et des traites avalisées, dont les contributions s'élèvent respectivement à 88 % et 12 %.

gives BOA-CÔTE D'IVOIRE a 7.3% market share, making it the sixth ranking bank, according to the classification of the professional association of banks and financial institutions.

The volume of non-commercial deposits amounted to CFAF 16 billion in 2007, accounting for 16% of total deposits. This volume grew strongly, by 44%, as a result of incentive and communication initiatives undertaken during the year.

Commitments increased by 50%, from CFAF 85 billion in 2006 to CFAF 128 billion, exceeding by about 38% the amount provided for in the 2007 budget.

Direct commitments were up 55% compared with fiscal year 2006. With a total of CFAF 104 billion, the figures exceeded forecasts by 34%. The structure of these commitments remained practically stable, with overdrafts representing 40% of said commitments, medium- and long-term lending 34%, short-term lending 18%, and discounts and seasonal credit 1%.

Outstanding off-balance sheet commitments amounted to CFAF 18 billion, 17.5% above forecasts and 18.1% higher than outstanding commitments at end December 2006. The extra CFAF 4 billion compared with forecasts is due to sureties and endorsed drafts, which contributed 88% and 12% respectively.

Rapport du Conseil d'Administration

Produits
d'exploitation
+ 23 %

Les produits d'exploitation connaissent un accroissement de 23 %, sous l'impulsion de l'augmentation des produits de trésorerie. Ils se chiffrent à 14 milliards de F CFA en 2007, soit une hausse de 13 % par rapport au budget.

Les produits de trésorerie sont constitués des intérêts sur prêts interbancaires, sur compte de correspondants, et des revenus des titres de placements. Ils s'établissent à 2 milliards de F CFA en 2007, en augmentation de 62 % par rapport à l'exercice précédent, et de 75 % par rapport aux prévisions. Cette performance est essentiellement tirée par la forte contribution apportée par les placements et les crédits à l'État, ces dernières opérations répondant au souci de mieux faire fructifier la trésorerie.

Les intérêts générés par les crédits à la clientèle augmentent de 20 % pour atteindre 12 milliards de F CFA en 2007. Ceux-ci se répartissent entre les intérêts sur crédits directs, les commissions sur opérations et la récupération des frais et produits divers, respectivement à hauteur de 73 %, 24 % et 3 %.

Charges
d'exploitation
+ 24 %

Les charges d'exploitation totalisent globalement 9,8 milliards de F CFA, en hausse de 24 % par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique essentiellement par :

- la forte progression des charges sur les opérations de trésorerie et interbancaires de 69 %, due à l'accroissement du volume des crédits en syndication dans le Groupe BANK OF AFRICA et adossés à des prêts interbancaires ;
- la hausse des charges de personnel de 28 %, consécutive au renforcement de l'effectif, à l'augmentation des salaires de l'ordre de 4 %, et au réajustement salarial imposé par l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers (A.P.B.E.F.), non budgétisé ;
- l'augmentation des frais généraux de 24 % imputable à l'accroissement des frais sur immeubles et des frais de publicité et de représentation.

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'améliore de 23 %, passant de 7,4 milliards de F CFA en 2006 à 9,2 milliards de F CFA en 2007. Cette performance est très satisfaisante en raison de la vive concurrence dans le secteur bancaire ivoirien.

RBE
+ 24 %

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 4,3 milliards de F CFA, en progression de 24 % par rapport à l'année précédente, après une dotation aux amortissements de 444 millions de F CFA.

Operating income increased by 23%, driven by increased treasury income. At CFAF 14 billion in 2007, this income was 13% higher than budgeted.

Treasury income consists of interest on interbank lending, on correspondent accounts, and income from investment securities. It amounted to CFAF 2 billion in 2007, up 62% from the previous fiscal year, and 75% higher than projected.

This performance was driven chiefly by the strong contribution from investments and lending to the state, the latter transactions reflecting a concern to achieve a better return on cash holdings.

Interest generated by customer credits increased by 20% to CFAF 12 billion in 2007. This breaks down into interest on direct credit, transaction fees and the recovery of miscellaneous expenses and revenues, for 73%, 24% and 3% respectively.

Operating expenses totalled CFAF 9.8 billion, up 24% from the prior fiscal year. This increase can chiefly be explained by:

- the sharp 69% increase in expenses on treasury and interbank transactions, due to the increased volume of credits in syndication in the BANK OF AFRICA Group backed up by interbank lending;
- the 28% increase in payroll costs, resulting from the staff build-up, wage rises of about 4%, and the wage realignment required by the professional association of banks and financial institutions (A.P.B.E.F.), not budgeted;
- the 24% increase in overheads attributable to increased expenditure on buildings and advertising and representation expenses.

Net Banking Income (NBI) improved by 23%, from CFAF 7.4 billion in 2006 to CFAF 9.2 billion in 2007. This is a highly satisfactory performance given the strong competition in the Côte d'Ivoire banking sector.

Gross operating profit came in at CFAF 4.3 billion, up 24% from the previous year, after provisions for depreciation and amortisation of CFAF 444 million.



Le résultat net après impôts ressort à 2 135 millions de F CFA en dépit d'un effort important de constitution de provisions pour créances douteuses de 2 132 millions de F CFA.

Malgré la forte compétition, durcie notamment avec l'arrivée de nouvelles banques sur le marché, qui se manifeste en particulier par les évolutions des taux débiteurs et créditeurs réduisant la marge de flexibilité dans nos négociations commerciales, la BOA-CÔTE D'IVOIRE présente pour la première fois à ses actionnaires un résultat net comptable supérieur à 2 milliards de F CFA.

La Banque poursuit avec vigueur son développement, avec des résultats encourageants. Ces performances sont essentiellement liées à la redynamisation de l'animation commerciale, à l'ouverture d'une nouvelle Agence de proximité, au lancement de la carte VISA, à l'installation de guichets WESTERN UNION dans les agences et au lancement d'une communication institutionnelle grand public.

La Banque a procédé, au cours du dernier trimestre, à la quatrième augmentation de son capital depuis 2002, pour le porter de 3 milliards de F CFA à 3,8 milliards de F CFA.

Pour l'exercice 2008, les prévisions tablent sur :

- un accroissement significatif d'audience de la Banque ;
- une nouvelle progression de la collecte des ressources ;
- la poursuite de la politique d'offre de crédit engagée depuis deux ans ;
- une maîtrise des charges d'exploitation ;
- une nouvelle amélioration du résultat bénéficiaire.

La normalisation de la situation socio-politique en Côte d'Ivoire devrait fortement contribuer à l'amélioration de la rentabilité de la Banque.

Au vu du bénéfice de 2 135 milliards de F CFA, les membres du Conseil d'Administration proposent aux actionnaires le versement d'un dividende de 20 % du nouveau capital social, soit 760 millions de F CFA, et le report en réserve du reliquat.

Ces résultats honorables ont été rendus possibles grâce à la qualité du travail et à la force de l'engagement de l'ensemble du personnel de la Banque, et au soutien continu de tous ses actionnaires. Nous tenons donc à remercier vivement les uns et les autres et nous espérons pouvoir bénéficier du même appui de chacun pour l'exercice 2008.

Post-tax net profit amounted to CFAF 2,135 million, despite a major effort of CFAF 2,132 million for bad debt provisions.

Competition is strong, and is especially tough since new banks have entered the market, with in particular debtor and creditor rate trends reducing the margin of flexibility in our commercial negotiations. Despite this, however, for the first time BOA-CÔTE D'IVOIRE presented to its shareholders a net book income exceeding CFAF 2 billion.

The Bank continues to expand vigorously, with encouraging results. This performance is chiefly due to revitalisation of the sales drive, the opening of a new neighbourhood branch office, the launch of the VISA card, the installation of WESTERN UNION counters in the branches and the launch of institutional consumer communications.

In the last quarter, the Bank made its fourth capital increase since 2002, taking its share capital from CFAF 3 billion to CFAF 3.8 billion.

For fiscal year 2008, the projections are as follows:

- A significant increase in the Bank's audience;
- Further growth in deposit collection;
- Continuation of the credit offer policy underway for two years now;
- Control over operating expenses;
- A further profit improvement.

The normalisation of the socio-political situation in Côte d'Ivoire should make a strong contribution to improvement in the Bank's profitability.

In light of the profit of CFAF 2,135 billion, the Board proposes to pay shareholders a dividend equal to 20% of the new share capital, i.e. CFAF 760 million, and to transfer the remainder to reserves.

These good results have been made possible by the quality of the work and the strength of commitment of all the Bank's personnel and the continuing support of all its shareholders. We should therefore like to thank you all warmly and we hope to enjoy the same support from you all in 2008.